



Variations

Vers un monde postnational ?

sous la responsabilité d'Alain Dieckhoff
et Christophe Jaffrelot

La mort annoncée de l'État-nation aura-t-elle jamais lieu ? Et, si elle se produit, que verrons-nous apparaître à sa place ? La mondialisation, marquée par une compression radicale de l'espace-temps à travers l'intensification des flux de populations, de capitaux et de marchandises, était censée donner naissance à une « société politique mondiale »¹ dépourvue de l'un des piliers essentiels de l'ordre interétatique : le territoire. La régionalisation du système international – parfois conçue comme une réponse à la mondialisation – devait éroder encore davantage les souverainetés en transférant certaines compétences traditionnelles de l'État au niveau supra-national.

Certes, les frontières sont devenues poreuses et les intégrations régionales, dont l'Union européenne est l'exemple le plus achevé, battent aujourd'hui en brèche certaines compétences étatiques. Mais la résistance des États n'en demeure pas moins remarquable. Les gouvernements défendent âprement leurs prérogatives. Ils ont appris à instrumentaliser la mondialisation et restent, du coup, des intermédiaires obligés pour les acteurs transnationaux. Combien d'ONG n'existent que grâce aux États et dépendent d'eux pour faire entendre leurs voix ?

L'État demeure en outre une référence incontournable. Les citoyens des démocraties libérales, qu'inquiètent la « globalisation » et le nouveau régionalisme,

trouvent volontiers refuge dans le national-populisme et le « souverainisme », tandis que les mouvements identitaires en lutte contre un État jacobin ou fédéral cherchent à se doter... de leur propre État. Loin de constituer l'amorce d'un monde « déterritorialisé », les communautés immigrées elles-mêmes restent liées à leur État d'origine ou revendiquent la création d'un nouvel État-nation. C'est le paradoxe des « nationalismes à distance », théorisés par Benedict Anderson, que d'incarner une réalité transnationale, voire diasporique. Si le vieux cadre westphalien accuse un essoufflement certain, le nationalisme ethnique, lui, ne s'est jamais aussi bien porté !

Serait-il donc impossible de dépasser l'État-nation ? La sortie du nationalisme présenterait pourtant bien des avantages. Construire une Union européenne véritablement intégrée sur la base du patriotisme constitutionnel cher à Jürgen Habermas permettrait non seulement d'offrir une réponse – sinon un contre-poids – au modèle américain, mais aussi de contrer les chauvinismes étroits qui sapent les bases du politique dans de nombreux pays du Vieux Continent. Mettre en place des institutions internationales à la fois puissantes et représentatives permettrait aussi de mieux maîtriser la globalisation économique et financière pour la soumettre enfin à un contrôle démocratique – d'où l'idée d'un Parlement mondial.

Si elles méritent toute notre attention, de telles utopies ne doivent pas occulter le fait majeur : l'État-nation demeure le cadre privilégié de la citoyenneté. Même les tendances qui expriment une pluralisation croissante des sociétés ne contestent pas autant qu'on pourrait le penser l'État-nation « par le bas ». On s'imagine trop souvent que le multiculturalisme fragilise l'identité des nations civiques au profit de sous-ensembles communautaires de plus en plus clivés. En fait, il peut renforcer l'État en désamorçant, par exemple, les tensions nées du biculturalisme comme ce fut le cas au Canada où le face-à-face entre anglophones et Québécois a été atténué par la mise en œuvre d'un multiculturalisme d'État. De façon paradoxale, le multiculturalisme a, lui aussi, besoin de l'État pour exister.

Où que le regard se porte, une certitude s'impose : le nationalisme a encore de beaux jours devant lui. ■

1. Morten Ougaard, Richard Higgott (eds), *Towards a Global Polity*, Londres, Routledge, 2002.